

QUEST

apl

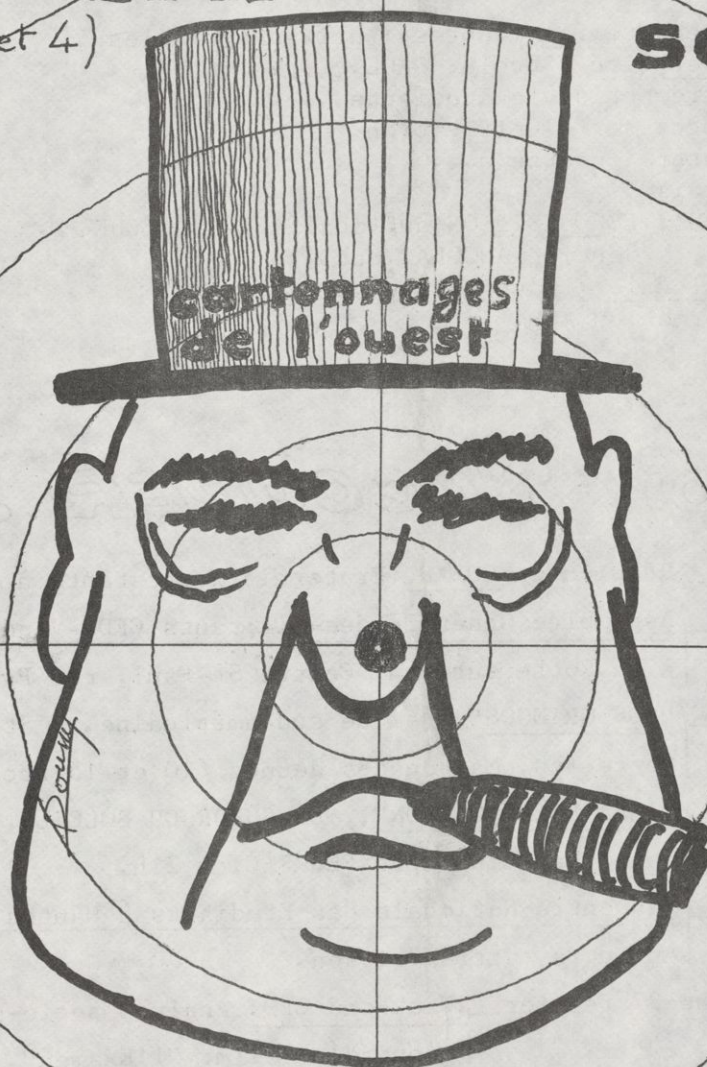
information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

LE CARTON d'la Semaine

(page 2, 3 et 4)



128

16 FEV

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

DIR. M. CLAVEL

IMP. SPE. APL.

apl : periodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

AU MENU CETTE SEMAINE

- PAGE 2: Cartonnages de l'Ouest... en grève depuis le 26 janvier.
 PAGE 3: " " " suite... on est pas du bétail.
 PAGE 4: " " " ... GARE David !!!
 PAGE 5: SOVAP 4ème semaine de grève. 00000
 PAGE 6: Syndicat en milieu rural...
 etc...
 PAGE 7: Bulletin liaison ouvrier : luttés et compte-rendu .
 PAGE 8: " " " : suite...
 Michélin-Vannes, CIA Leroux et lotz, etc...
 PAGE 9: GROUPE INSOUSSION TOTALE : ...ne nous laissons pas dépasser par l'armée !!!
 Refus de l'Impôt: exemple de désobéissance civile.
 PAGE 10: " " " : ... avec nos sentiments bien déreminés.
 PAGE 11: Paysans-Travailleurs: les paysans ont-ils intérêt à la révolution ??;
 PAGE 12: " " " : priorité aux luttés.
 PAGE 13: " " " de Derval et militants ...
 PAGE 14: Nouvelle Gazette du Palais: ... les petites souris...
 PAGE 15: " " " " " " " " " "
 PAGE 16: Cités Universitaires (Nantes): prix des piaules...
 PAGE 17: Comité-Inter Cité : Ecole, GAUL, ...
 et Rencontre Nationale Etudiante...
 PAGE 18: P.C.B. : processus d'unification.
 PAGE 19: COBAP : lettre ouverte à...
 PAGE 20: Boxe française.
 PAGE 21: International: PERQUISITION du local APL-BELGIQUE ...
 Soutien ANGOLA, etc...
 PAGE 21: Chronique locale : Haut-Bocage...
 PAGE 23: Ouest-Information APL.

DE QUOI S'OCCUPER ...

- Mercredi 18 février - Réunion du COBAR, Fraternité Protestante à 20H30. à Nantes.
 Vendredi 20 février - Assemblée Générale des militants CFDT-Vendée
 à La Roche sur Yon, Centre St-Paul, rue P. Doumer.
 Samedi 21 février - "LOS GRINGOS" musique sud-américaine. à St-Julien-de-
 Concelles, Maison des Jeunes (10 et 15 frs).
 Samedi 21 février - "THEATRE DU GALION", "LA SUEUR DU SOLEIL",
 Salle Municipale de FEGREAC, à 21h.
 Samedi 21 février - Rencontre Nationale des Etudiants à Nantes,
 en lutte contre Soisson.
 Samedi 21 et Dimanche 22 février - Week-end CPO. Analyse socio-sémiolo-
 gique d'un film: "l'Examen".

Comité de Soutien aux deux inculpés d'excitation de mineurs
à la débauche: Réunion les 20, 26 et 27 février. (cf page 13)

LES CARTONNAGES de l'OUEST. EN GRÈVE DEPUIS LE 26 JANVIER POUR LA 1^{ère} FOIS !

Il était une fois une petite entreprise familiale de 85 personnes qui coulait des jours heureux à exploiter femmes et handicapés physiques.

Dans l'usine, les hommes sont régleurs sur machine et les femmes sont ouvrières à la chaîne. Les handicapés sont utilisés indirectement par des ateliers de sous-traitance (ex : les IMP papillons blancs, l'ANEF, les dames Blanches, et bien d'autres...).

ENTREtenir LE SECRET AUTOUR DES SALAIRES :

Le patron entretient les divisions entre ses ouvriers par des augmentations de salaire individuelle et à la tête du client : aucun ouvrier ne connaît le salaire du voisin grâce à de bonnes pressions et le fayotage est de mise pour la course aux augmentations.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1976, les plus bas salaires étaient de 7,96 F/H. Après cette date, ils sont passés à 8,42 F/H. Cette augmentation était une "recommandation patronnale" applicable au 1^{er} février 76. Le patron dès le début de la grève commence son chantage en donnant cette augmentation au 1^{er} janvier 76. Un début d'organisation syndicale s'amorçait qui va prendre l'étiquette CFDT avec le démarrage de cette grève.

**- « 1/4 D'HEURE D'ABSENCE T'AURAS UN BLÂME.
3 BLÂMES TU SERAS LICENCIÉ !! »**

Depuis au moins octobre 75, il règnait un profond malaise sur le problème des salaires, et une nouvelle tornade fait déborder le vase : et les brigades : une ouvrière a 1/4 d'heure d'absence à cause d'un rendez-vous déplacé par le dentiste lui-même (lettre à l'appui). Le patron David lui demande de récupérer le 1/4 d'heure. Elle refuse et c'est le blâme.

Aussitôt, la grève est déclarée par 27 ouvriers et ouvrières qui restent dans les locaux pendant 2 jours, puis sont mis à la porte de l'usine. Ils se retrouvent sur le trottoir avec leurs banderoles dans une grande rue de Rezé (Route de La Rochelle), la popularisation de la grève commence, la tension augmente entre grévistes et non-grévistes. Les camions qui arrivent n'hésitent pas à foncer sur les grévistes. Finalement ils trouvent un local à 10m de l'usine.

UNE SITUATION INACCEPTABLE !

- le salaire des ouvrières est tout juste le SMIC
- les femmes sont sans cesse traitées de "PISSOUSES" et de "MARCHANDES DE POISSONS" dès qu'elles ouvrent la bouche. Les hommes disent qu'eux-mêmes sont traités comme des moutons par la direction.
- Le moindre quart d'heure d'absence est sanctionné
- L'insécurité de l'emploi (une tentative de licenciements de 8 personnes en septembre 75 a été refusé par le comité d'entreprise encore annulé pour l'instant)
- l'existence d'une PRIME ANTI-GREVE : 1/6 de la prime annuelle (1 000 F) disparaît à chaque jour de grève !

« ON EST PAS DU BÉTAIL ! »

- plus de retenue de frais de grève sur la prime annuelle (les ouvriers ont gagné cela pour le conflit)

- l'augmentation pour tous les ouvriers à partir du 1^{er} janvier 76 de 150 F. A ce moment 80 F sont accordés par convention collective des papiers carton. Reste donc 70 F ce qui représente 0,40 cts de l'heure)

- primes de travaux sales et de remplacements aux bureaux en cas d'absence de collègues.

Cinq membres du bureau technique soutiennent la grève uniquement en solidarité aux ouvriers (pas de revendication financière les concernant).

Le patron, perfide, fait sa petite analyse : "le conflit est parti sur un faux problème (le 1/4 d'heure) et sur un malentendu"

Les grévistes déboullèrent à 27 dans le bureau de David sans prévenir pour expliquer leurs revendications puis partent.

Grande surprise de David qui les menace de faire venir l'huissier.

David leur explique qu'il est au bout du rouleau et ne pourra pas revoir leur cas avant Juillet 76.

LETTRES D'INTIMIDATION de DAVID.

1) Vendredi 6 février 76 (pendant que les ouvriers sont isolés dans leur famille)

le patron envoie par porteur spécial des lettres individuelles au 27 grévistes dans lesquelles il explique qu'il a déjà fait le maximum pour eux, qu'il est tout à fait en règle avec la convention collective des papiers cartons et que les ouvriers devraient, au lieu de se mettre en grève, être bien fier et heureux d'avoir du travail.

Les grévistes vont arriver à se joindre entre eux pour discuter de cette lettre et s'organiser collectivement contre ~~ce~~ David.

2) Le 11 Février

Nouvelle lettre du patron aux grévistes. Cette fois c'est pour les réunir tous dans le but de leur donner une "communication importante". David les attend dans son bureau.

Les grévistes viennent.

David leur annonce que Giraude (à Anuris) qui est la 5^e boîte d'emballage de France est obligée de licencier 60 personnes. Nous nous sommes au 80^e rang, alors comprenez votre intérêt ! Si vous ne reprenez pas lundi, je prendrai mes dispositions.

David est très déçu de voir que les grévistes s'en vont sans rien lui avoir demandé ; ces derniers estiment qu'ils avaient déjà tout dit.

De plus pour être sûr que les imprimeurs ne se solidarisent pas avec les ouvriers, David les a augmenté pendant la grève. Pendant ce temps, l'usine tourne à moitié. David n'a pas refusé de commandes et a bien du retard, trop même. Les ouvriers grévistes sont bien utiles à la marche de l'usine et semblent avoir David à l'usure et non l'inverse comme le pensait David.

LE SOUTIEN.

Fr3 a parlé 2 fois de cette grève à la T.V. Les journaux locaux ont fait paraître différents articles mal digérés par David.

De plus, un bon soutien financier aide les grévistes : une quinzaine d'usines se sont ainsi manifesté : l'alimentation, la BN, LU, les cartonnages clergo, Houx polier, quo-Vadis (grève de 3 jours l'an dernier, le patron a cédé au bout de ces 3 jours), la métallurgie..., PS, PC locaux.

FIN DE LA GRÈVE : MAIS DAVID GARE !!!

Les ouvriers demandaient donc 40 cts d'augmentation, mais surtout d'autres conditions de travail. La direction en accorde 20 cts. Les ouvriers estiment que la direction a pris conscience de la solidarité qui vient de se créer entre ces 27 grévistes qui d'un seul coup ont entravé tous les lourds silences qui pesaient sur les salaires et les conditions de travail.

Les ouvriers reprennent donc le travail lundi avec ces 20 ctd d'augmentation mais surtout une sacrée prise de conscience pour eux sur leur travail, leur rôle, leur pouvoir, leur pouvoir, et leur section syndicale CFDT ouverte à 27 syndiqués.

A suivre.

A.P.L.: Enquête auprès des grévistes

SOCAE : INDEMNITÉ LOGEMENT POUR TOUS !!

Grève depuis le mardi 10 février sur les chantiers de la SOCAE, entreprise de bâtiment qui emploie essentiellement des immigrés.

Le conflit porte sur l'allocation logement et l'indemnisation des déplacements. L'entreprise ne verse l'allocation logement qu'à ceux qui sont logés en foyer SONACOTRA. De la même façon, les travailleurs logés dans des baraquements, par la SOCAE, sur les chantiers éloignés n'ont pas droit à une indemnité de déplacements. La CFDT Demande une indemnité logement égale pour tous, du montant du loyer SONACOTRA et une indemnité de déplacement de 60 F pour tous les travailleurs envoyés sur des chantiers extérieurs.

ELECTRO-NAVALE : RÉDUCTION D'HORAIRE ...

3 semaines de grève à l'électro-navale pour obtenir une compensation aux pertes de salaires dues à une réduction d'horaire, de 42h50 à 40h depuis le mois de novembre. Vendredi 13, un accord a été conclu par la GGT et la CFDT et accepté par l'assemblée générale du personnel. Le travail reprendra lundi. Pour la CFDT, le résultat est une victoire : une prime de 250 F au 1er février, 1/2 h de réduction d'horaire compensée depuis le 1er novembre. La réduction des horaires de 40 h au 2e semestre, l'horaire de base étant de 42h50.

THIRIET-CATTIN : PEUT-ÊTRE QUE GUICHARD ...

Dans le cadre de la "restructuration" des ateliers de construction mécanique Thiriet-Cattin, la direction a annoncé la vendredi 13, 50 licenciements (il y a 157 employés). La GGT et la CFDT ont l'intention de demander l'intervention de Guichard, maire de la Baule pour faire annuler ces licenciements... c'est tout pour le moment.

CAISSE MUTUELLE DE RÉASSURANCE AGRICOLE :

... ÇÀ BOUGE AUSSI !!

Débrayage pour obtenir le retrait d'une plainte déposée contre un militant syndical de Landerneau qui avait animé une grève au printemps 75.

SOVAP - SOCIÉTÉ VENDEENNE D'APPLICATION DES PLASTIQUES

4^e SEMAINE DE GRÈVE.

La SOVAP, usine fabriquant des citernes en polyester (résine armée) dans la zone industrielle sud de la Roche/Yon, comprend 80 salariés, dont 42 à la production, le reste dans les bureaux.

Cette usine a été rattachée au groupe nucléaire (6 000 salariés en France, 1 015 000 salariés dans le monde), dont l'activité est basée sur les dérivées de la chimie.

Le conflit éclate le 26 janvier par une grève décidée par les 36 salariés de la production sur 42, puis la grève se durcit rapidement avec blocage de la production, un peu plus tard, occupation du standard et enfin occupation totale de l'usine.

LES REVENDICATIONS

- Augmentation des salariés de 60 cts de l'heure par trimestre de façon à atteindre 2 000 F par mois en fin d'année pour les O.S.
- Amélioration des conditions de travail (actuellement aucune protection contre l'aspiration des poussières de verre, comme dit un ouvrier "la production est récente, si bien qu'on ne sait pas les conséquences à long terme...")
- Indemnisation à 100 % des maladies et accidents
- semaine de 40 H sans diminution de salaire (actuellement 44 H)
- 5e semaine de congés payés
- Heure d'information syndicale
- progression des qualification (ex: passage de OPQ à OQ2)

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

Contrairement à ESSWEIN, la direction accepte facilement les entrevues, mais pour mieux refuser les revendications, et manie habilement le chaud et le froid :

- elle demande et obtient un arrêté d'expulsion d'une justice au garde à vous, vendredi 6, notifié lundi ;
- samedi 7, elle laisse entendre qu'elle va accepter la plupart des revendications secondaires ;
- le lundi 9, elle refuse tout en bloc et fait même marche arrière par rapport à l'année précédente :
 - * aucune garantie de salaire pour l'année
 - * pourcentage d'augmentation uniquement calculé sur l'indice INSEE, alors que l'année dernière, c'était la moyenne INSEE-CFDT.

DURCISSEMENT PATRONAL ET GROUPE MULTINATIONAL

Le durcissement est à mettre en parallèle avec ESSWEIN ou Michelin, la direction locale prétend faire tout son possible, et que c'est le groupe multinational (ici Luchaire) qui bloque tout.

SOLIDARITE OUVRIERE

La seule riposte possible est la solidarité de tous les travailleurs. Nous ne devons pas laisser le pouvoir écraser une à une les luttes ouvrières. La lutte de la SOVAP est aussi la nôtre. Joignons notre détermination à celle des

.../...

.../...
travailleurs de la SOVAP qui lundi ont décidé à l'unanimité moins une voix de poursuivre la grève.

CCP MALLARD
2230 41V NANTES

Correspondance APL
(avec l'apport des tracts
de l'UL CFDT de la Roche)

PS : Des collectes sont entreprises à la sortie des différentes usines de la Roche.

Le soutien des partis politiques s'organise

Une "soirée BOUM" est prévue ainsi qu'un concours de belote.

Samedi 14 au soir une réunion unitaire est prévue pour envisager la constitution d'un comité de soutien.

IMPLANTATION SYNDICALE EN MILIEU RURAL

VENDREDI 6 FEVRIER grève de 24H de l'ensemble du personnel contre la procédure de licenciement d'un ouvrier taxé par le patron de "saboteur" car il a organisé une section syndicale CFDT dans l'entreprise depuis quelques mois.

LUNDI 9 FEVRIER

A l'embauche, l'ouvrier licencié et l'ensemble du personnel sont accueillis par des chiens policiers et gardiens de la Société vigilance Vendée. Une estafette de flics est là pour enregistrer la réaction des travailleurs. Ceux-ci restent calmes, discutent avec le patron et reprennent le boulot. L'ouvrier licencié est prié de prendre ses affaires personnelles et de retourner chez lui, son préavis de deux mois lui étant payé. L'action continue. Affaire à suivre.
Cette banalr histoire se déroule aux Etablissements Moreua à la Feuillardais en Arthon en Retz.

CHANTELLE : (ST. HERBLAIN)

Débrayages pour obtenir un 13e mois, une augmentation générale des salaires et la prime d'ancienneté.

REHAULT : CHAUSSURES FOUGÈRES.

La liquidation a été décidée le mardi 10 par le tribunal de Rennes. A Fougères, une manifestation a eu lieu pour s'opposer aux licenciements.

CHANTELLE : (LORIENT)

Depuis trois jours, l'usine lorientaise de sous-vêtements féminins CHANTELLE est en grève. L'augmentation de salaire que les 180 ouvrières exigent semble plus être un prétexte qu'une revendication essentielle. Elles demandent surtout la réintégration d'une camarade licenciée pour absentéisme, et l'arrêt de la paie au rendement : "on ne veut pas crever à 40 ans".

Les patrons se taisent et refusent de discuter en se retranchant derrière la Convention Collective de l'habillement. S'ils se sont décentralisés à Lorient en créant une usine pirate, c'est bien pour augmenter leurs profits et ils ne lâcheront sûrement pas facilement le morceau. Le mouvement risque pourtant de s'étendre et déjà dans une autre usine du groupe, à Nantes ... (voir ci-dessus)

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE OUVRIERE

Le week-end dernier s'est déroulée une rencontre ouvrière (une cinquantaine de personnes ont participé aux débats) à l'initiative du bulletin de liaison ouvrier (B.L.O.), où sont venus des camarades de Vent de la Zone, Femmes Travailleuses en lutte et des camarades inorganisés, mais militants dans diverses sections syndicales.

Le samedi après-midi a eu lieu un tour de table des différentes boîtes représentées (métaux, santé, fonction publique). La plus grande partie des débats était centrée sur des diverses usines métallurgiques, où les révolutionnaires représentaient un poids encore largement insuffisant. Dans ce tour des boîtes, ont été expliqués les différents problèmes rencontrés au cours du travail effectué dans les usines pour renforcer la Gauche ouvrière. Ceci en prenant appui sur les luttes récentes menées dans la métallurgie où une tradition de lutte existe, et les problèmes rencontrés dans certaines usines face à la bureaucratie syndicale coupée de la base. A côté de cela a été abordé le travail syndical dans la santé, grandes surfaces où il n'y a pas la même tradition de lutte où l'organisation du travail est différente de la métallurgie et où les problèmes se posent au plan national.

QUELLE INTERVENTION ?

Dans ces entreprises comment intervenir, dans et hors syndicat ? Comment faire naître la démocratie. Pour les camarades du BLO, demander la démocratie ouvrière, politiser les gens sur des revendications en rupture avec le réformisme permet aussi de dégager la Gauche ouvrière et combattive, sans pour cela négliger le fait d'intervenir d'une façon autonome sur différents sujets (paysans, soldats). Par contre, pour Vent de la Zone, cela ne suffit pas, il faut faire un travail d'"agitation" politique (distribution de tracts expliquant qu'est-ce l'Union de la Gauche, sur la crise etc...) en dehors des structures syndicales qui vient ainsi compléter le travail en tant que militants syndicaux. C'est un des points de clivage entre ces deux organisations qui toutes les deux sont d'accord pour regrouper une Gauche ouvrière, mais qui pour le moment ne s'entendent pas sur le terme exact, ni comment la regrouper et la dégager de l'emprise du réformisme ou du découragement. Cette confrontation était d'ailleurs l'un des objets du débat.

Le dimanche matin a été consacré au débat sur le problème des femmes dans les entreprises. Femmes travailleuses en lutte a expliqué pourquoi un mouvement spécifique des travailleuses : surexploitation, double journée de travail. Ensuite une large discussion a suivi, qui a abordé le travail dans les usines (création de commissions femmes dans les syndicats) sur ce problème, un accord assez unanime se dégagait parmi tous les participants dans les quartiers. Une des intervenantes a soulevé le problème qu'il ne suffit pas qu'une section syndicale soit de tendance gauche pour que les problèmes soient pris en compte.

Le dimanche après-midi, suite du débat sur les entreprises commencé le samedi. Comment interviennent les militants révolutionnaires quand leurs propositions sont largement reprises dans les sections syndicales ? Les risques en sont la groupuscularisation, ils doivent s'efforcer de faire participer le maximum de camarades au travail syndical, ils doivent appliquer la démocratie syndicale. Tâches d'autant plus difficiles que ces sections risquent d'être isolées tant sur le plan national que local où dominant l'orientation réformiste.

.../...

.../...

Suit un débat sur la lutte contre le chômage qui est présenté par une camarade du BLO comme une des tâches essentielles pour riposter à la crise et au risque d'utilisation des chômeurs par la droite (Allemagne 1930). Après un rappel des difficultés pour faire admettre aux syndicats l'existence de comité de chômeurs CFDT-CGT, elle regrette le fait qu'ils ne soient pas unitaire alors que leurs revendications sont pratiquement les mêmes.

Le problème est de contacter les chômeurs sur leurs quartiers, mais aussi d'étendre l'information vers les usines où il y a risque de licenciements et chômage partiel. Le travail sur les quartiers devrait se faire avec les travailleurs sociaux, associations de quartier, et pas seulement des réunions pour ramener des militants à la CFDT ou CGT comme le proposent les réformistes.

EN GUISE DE 1^{er} BILAN

La rencontre ouvrière a permis un débat partie des révolutionnaires militants ouvriers ou fonctionnaires et sur leur façon d'intervenir sur leur lieu de travail, dans les sections syndicales. Cependant la Gauche ouvrière n'était pas et de loin toute présente. De plus les débats se sont souvent réduits à la confrontation des camarades du BLO et de Vent de la Zone qui ont trop souvent monopolisé la parole par rapport aux "non-organisés".

Il n'empêche que de telles réunions sont importantes, car elles permettront peut-être l'unification de la gauche révolutionnaire. D'ailleurs, malgré leurs divergences BLO et Vent de la zone ont manifesté leur désir de surmonter leurs points de désaccords, d'autres réunions sont prévues. Ces échanges même avec ces limites doivent être préservés car ce n'est pas souvent que la gauche révolutionnaire prend des initiatives unitaires, aussi il ne vaut pas mieux craquer dans la soupe.

Des participants

CIA - LEROUX ET LOTZ :

Pour appuyer une revendication proposée par la CGT dans le cadre des discussions salariales "garantie du pouvoir d'achat avec prise en considération de l'indice CGT" de nombreux débrayages avaient lieu depuis une semaine. Le mardi 11, le lock-out a été décidé par la direction.

MICHELIN-VANNES : occupation d'usine et séquestration de patrons ...

Depuis 6 semaines, des grèves tournantes étaient effectuées par le personnel de fabrication. Les revendications portent sur une augmentation générale des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Devant l'intransigeance de la direction, le conflit s'est durci et dans la nuit de mercredi à jeudi, la direction a été séquestrée. Depuis le travail a cessé complètement et l'usine est occupée.

OLYMPIA : GRÈVE DEPUIS LE 11 FÉVRIER =

En grève depuis le 11, pour une augmentation générale de 300F, la revalorisation des coefficients techniciens et l'amélioration des conditions de travail.

⑨ ARMÉE

DES NOUVELLES DU COMLOT INTERNATIONAL

L'armée réservait une surprise supplémentaire aux trois insoumis nantais arrêtés le 27 novembre dernier. Ils ont reçu chacun un mandat correspondant à leur solde de huit jours de service national. Huit jours aux arrêts de rigueur à la prison Jacques Cartier.

Un tel cadeau ne se refuse pas, encore moins - contrairement à ce qu'on pourrait penser - quand on est insoumis. Mais il faut savoir remercier...

Les insoumis ne sont pas dépourvus de savoir-vivre : dès la réception du mandat, l'un d'entre eux adressait la lettre suivante à la caserne de Rennes, le GMR 3, Quartier Foch 35998 Rennes ARMEES :

"J'ai bien reçu la somme de 56,00 F, correspondant à la solde de mon temps passé en prison.

Je suis très heureux de voir ainsi détournée une petite partie du budget de la Défense Nationale Armée. 56 F de moins pour le massacre légalisé, pour le "rem-part de la société libérale", c'est infime dans les comptes de l'armée, c'est beaucoup pour ceux qui recherchent dans d'autres voies.

Cette somme est déjà reversée à la caisse du Groupe Insoumission Totale de Nantes, dont je suis membre.

Vous constaterez avec moi que les antimilitaristes ne sont pas financés, comme le prétendent certains, par des agents étrangers, mais par l'armée elle-même...

Mes camarades se joignent à moi pour vous remercier de votre participation à la campagne contre la "justice" militaire et à la construction d'une société plus juste composée d'hommes libres et responsables". "

Camarades militants, ne vous laissez pas dépasser par l'armée, participez vous aussi à la campagne contre les tribunaux militaires et l'Ordonnance de 59 !

SIGNEZ LA PETITION qui sera remise le jour des procès des trois insoumis. N'ayez pas peur, ce n'est pas un soutien inconditionnel à l'insoumission... (Détachez cette pétition dans le dernier n° de l'APL ou demandez-la au GIT, et renvoyez-la à la librairie 71).

RENOVEZ VOTRE LIVRET MILITAIRE et refusez-le jusqu'à l'abolition des juridictions d'exception... (Pour un renvoi collectif, contactez le GIT)

GIT

GROUPE REFUS IMPOT

Monsieur le Ministre,

Nous, signataires de cette lettre collective, vous informons de notre décision de choisir nous-mêmes la destination d'une partie de notre impôt. Les motifs en sont les suivants :

- désaccord envers la répartition budgétaire favorisant le fonctionnement d'un système économique qui, pour sauvegarder le profit maximum, multiplie les gaspillages, exacerbe les besoins artificiels tout en négligeant les secteurs vitaux : la santé, l'éducation, l'équipement, etc...

- désapprobation des ventes d'armes qui placent notre pays en troisième position, soutenant ainsi les gouvernements qui ne se maintiennent que par une répression des mouvements populaires de libération (en particulier au Tchad où les troupes françaises et les instructeurs militaires se retrouvent dans le cadre de l'assistance technique)

- refus de l'extension des camps militaires ne visant pas une réelle défense nationale et supprimant l'outil de travail des populations des régions concernées.

.../...

.../...
 Récusant ces orientations de la politique actuelle du gouvernement uniquement axée sur la rentabilité et l'efficacité, récusant la militarisation de secteurs de plus en plus nombreux : recherche scientifique, télécommunications, nucléaire, nous décidons de soustraire 3 % de nos impôts que nous reverrons à tout groupe en lutte pour la résistance populaire active face aux capitaux privés convertis dans l'armée.

Avec nos sentiments bien déterminés.

Les signataires

Groupe Refus Impôt
 (Pour tout contact voir Librairie 71)

MEETING DU COMITÉ NANTAIS POUR LA LIBÉRATION ---

Environ 200 personnes au meeting du Comité nantais pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Étaient présents Giron et Taupier (comité nantais), Pelletier et Halbwachs (comité national) et un des soldats inculpés. Halbwachs dénonce les visées du pouvoir qui déclenche illégalement la répression pour casser le mouvement des soldats qui commence à se structurer; et Pelletier (ancien prisonnier de Draguignan) insiste sur la nécessité de développer les liens des comités de soldats avec le mouvement ouvrier syndical. Le soldat de Bordeaux inculpé décrit les conditions de son emprisonnement et le début de la reconnaissance des comités dans les régiments. Enfin, Taupier, avocat, dénonce la Cour de Sureté de l'Etat, juridiction d'exception contraire à la déclaration des Droits de l'Homme. Giron appelle à participer à un meeting de la Gauche, le 26 à NANTES, au Champ de Mars pour "poser des questions aux partis de gauche" sur leur capacité d'intervention face à une répression syndicale. Tous à la marche sur Paris dimanche !

--- ET LA MARCHÉ.

Venus de toute la France, plus de 15 000 personnes ont tenu à manifester leur solidarité aux emprisonnés, en défilant de la République à Saint Denis (près du Fort de l'Est, où siège la Cour de Sûreté de l'Etat), où ils ont remis les badges-demandes d'inculpation de chacun des manifestants. Des dizaines de sections syndicales ont défilé, malgré le refus de leurs organisations, au niveau national d'appeler à y participer, marquant ainsi leur solidarité militante aux inculpés et aux deux derniers emprisonnés : Jacques Stamboulu et Claude Beaudoin.

L' ARMÉE, C'EST AUSSI ---

C'est aussi cette lettre anonyme envoyée à Gérard JUSSIAUX, dans sa prison :
 "En prison, c'est mieux que sous les ponts. Maintenant si ça ne vous plait pas, vous pouvez aller casser des cailloux, sur l'autoroute A 6 qui va passer à côté de Besançon.

Des cons de votre race, il y en a trop en France. Je souhaite que nous ayons 6 mois de dictature pour fusiller et épurer toutes les pouffelles de votre race.
 Vive la Dictature ! vive l'Armée !

Signé : Comité de Soutien pour l'ordre et la Discipline.

P.S. Prochainement l'U.L. C.F.D.T. de Besançon sera plastiquée pendant une réunion de façon à en tuer le maximum".

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES PAYSANS RÉVOLUTIONNAIRES

Ce qui caractérise le plus le mouvement paysan-travailleur à l'heure actuelle, c'est l'isolement des militants et des groupes de militants parmi les paysans de leur région, ce qui se traduit par un piétinement ou un recul, tout au moins une non-extension du mouvement sur le terrain.

Des tensions croissantes au sein du mouvement apparaissent comme un des résultats de cette situation. Au lieu de chercher les vraies causes de cette situation, il est plus facile de trouver des boucs-émissaires et de s'injurier entre nous, plutôt que de tenter une analyse sérieuse et réelle de la situation.

C'est-à-dire, lancer un débat sur :

- la situation précise de l'ensemble des paysans et non des seuls P.T.
- leur rôle dans le système capitaliste actuel
- le potentiel qu'il représente dans un contexte révolutionnaire.

POUR UNE RÉFLEXION

Le travail le plus important actuellement est sans doute de mener une réflexion sur ces problèmes et de faire un bilan approfondi des luttes menées dans le département depuis 5 ans.

Ce travail nous apparaît nécessaire afin d'éviter toutes les erreurs qui nous ont conduits à la situation actuelle.

Pour nous, le résultat des luttes et l'extension du mouvement, dépendent en grande partie de la justesse des analyses que nous ferons sur ce que sont les paysans et les P.T. ainsi que le bilan de la pratique passée.

Vue la crise actuelle dans le mouvement, refuser de faire ce travail aujourd'hui, cela veut dire concrètement continuer comme par le passé :

- continuer l'isolement
 - continuer les tensions au sein du mouvement,
- qui iront en s'aggravant jusqu'à l'éclatement.

Ce que nous voulons en tant que P.T., c'est le refus du système capitaliste, même géré par des hommes de gauche (programme commun), c'est-à-dire la "révolution" qui est la destruction du système bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat :

- le pouvoir aux mains des travailleurs
- une autre manière de bosser
- la suppression des échanges marchands (pas de marchands, pas de voleurs)
- la collectivisation des outils de production (propriété-gestion)

LES PAYSANS ONT-ILS INTÉRÊT A LA RÉVOLUTION ?

- Matériellement, pour certain, il apparaît que NON
- Mais pour un nombre important, qui est voué à la disparition ou à bosser de plus en plus en tant que paysan, pour tenter de survivre dans le système, et d'autre part pour des raisons idéologiques (cas apparent d'un certain nombre de P.T.) la participation à un mouvement révolutionnaire peut devenir réaliste.

Malgré le nombre de plus en plus limité de paysans dans la société française, l'alliance ouvrier-paysans est une nécessité pour la révolution. Il s'agit d'une alliance réelle, sur des intérêts mutuels entre les ouvriers et les paysans, et non d'une fausse unité qui cacherait des intérêts parfois différents. Actuellement, le problème prioritaire pour les équipes de militants n'est pas de rejoindre les groupuscules existants, et de se limiter aux problèmes économiques, mais de prendre en charge eux-même les questions politiques, pour ne pas rester dépendant de la "science des professionnels de la révolution".

.../...

.../...
 La naissance du "Parti Révolutionnaire" n'aura lieu et n'aura de sens que dans la mesure où sur le terrain, les militants prendront effectivement les luttes en charge sous tous leurs aspects (économiques, politiques et autres).

- MOUVEMENT DE LUTTE DE CLASSE; - NON SYNDICAT.

Pour nous, être syndicat de classe, c'est prendre en charge et se limiter à tous les aspects de la défense économique des paysans, petits producteurs individuel (prix agricoles, service fiscale, juridique, foncier).

A côté de la FFA, du MODEF, de la FDSEA, c'est recréer une autre organisation, un peu plus à gauche, dont le principal souci sera de défendre les paysans dans le système.

La FDSEA pour les prix, dans les rues

Les P.T. devant les usines

La FDSEA à 2 000

Les P.T. à 200 toutes taxes comprises

Le syndicat doit avoir en permanence une position sur tous les problèmes rencontrés par les paysans.

LUTTE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Un mouvement de lutte de classe, c'est :

- la prise en charge des luttes, aussi bien économiques que politiques,
- la démystification des notables,
- la prise en charge des autres problèmes de la vie quotidienne des paysans, paysannes, des ouvriers d'une région.
- de la défense économique sur un problème précis qui peut se réaliser :
 - * soit dans des structures déjà existantes
 - * soit dans des comités de défense ou de soutien créé à cet effet.

Pour nous, le principal, c'est le développement de la lutte et sa prise en charge par les gens concernés, et la réalisation des objectifs fixés au départ.

Ce n'est pas seulement la défense des paysans qui ont investi (contraints ou contents). Pour nous, la dissociation entre lutte économique et politique n'a pas de sens, car elle n'existe pas dans la réalité.

Pourquoi alors, user ses forces à réaliser un syndicat plus à gauche que la gauche FD (ce serait moins fatigant d'y rentrer directement)

PRIORITÉ AUX LUTTES LOCALES

Pour nous, P.T. est un mouvement de lutte de classe.

C'est donner la priorité :

- à des luttes locales sur des problèmes concrets, luttes dirigées par des gens qui les mènent
- à une réflexion approfondie et une pratique différente face aux problèmes économiques (capitalisation) et aussi face aux autres problèmes de la vie (style de vie)
- à un travail de bilan politique sur les actions menées
- à l'élaboration de l'alliance avec les ouvriers, qui ne doit pas rester occasionnelle au moment des luttes, mais s'enraciner dans des liens permanents, tout particulièrement avec les ouvriers agricoles.

C'est dans ce sens que des structures départementales et nationale doivent fonctionner afin de permettre des contacts permettant d'élargir certaines luttes, d'organiser des échanges de bilan, d'approfondir la réflexion sur la

⑬ LUTTES PAYSANNES

.../...

place des paysans dans la révolution et non pas de parachuter des décisions.

Concrètement, ça veut dire que tant que ce travail d'analyse et de réflexion n'aura pas été fait, on ne participera pas aux prises de décision.

Le 12/02/76

L'équipe P.T. de DERVAL et
des militants P.T. d'autres cantons
St Gildas des Bois, Blain, Couéron

NOTE APL- Ce texte est une contribution d'un groupe de paysan-travailleur à l'actuel débat d'orientation de ce mouvement.

-Les sous-titres sont de la rédaction.

QUARTIERS

H.L.M. Bellevue

Dans les HLM6PSR du 3 de la rue de l'Herault à la ZUP Bellevue, il pleut!!!!...

Ca a commencé il y a 3 ans, l'office d'HLM a fait effectuer des travaux mais ça a recommencé de plus belle depuis cette été. Des pétitions ont été envoyées à l'office d'HLM, mais les travaux de réparation ne sont toujours pas faits.

"EXCITATION DE MINEURS A LA DÉBAUCHE" (SUITE)

Réunion d'information du comité de soutien aux 2 inculpés d'excitation de mineurs à la débauche:

20 Fevrier : Sillon de Bretagne

26 " Maison des Jeunes et de l'éducation populaire (ST. Nazaire)

27 " Maison des Jeunes de la Geraudière.

PERMANENCE

Mercredi 15h-17h CAE, 65 route de St. Herblain. Tel. 46 01 97--46 14 38

Réunion du Comité tous les vendredi à 18h. même adresse.

CULTURE

OSWALD

Les livres édités par J.P. OSWALD -Poésie, Théâtre, Romans - sont exposés pendant tout le mois de février à la Librairie 71.

Ceux-ci sont vendus au prix librairie.

Par contre, vous pouvez passer commande de 15 livres choisis dans le catalogue pour 100,00 F.

N'oubliez pas que la Liberté d'édition fait partie intégrante de la liberté d'expression.

Librairie 71

LISEZ-LE

POUR

LE CROIRE !!!

LA NOUVELLE
GAZETTE DU PALAIS

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NANTES.

9 février 1976

PREMIERE AFFAIRE :

Un algérien accusé d'avoir tenté de voler une voiture à 5 heures du matin.

Casier judiciaire : vierge.

Le Président : [Résume l'affaire, personne n'a compris, fait une leçon de morale] "Vous feriez mieux d'être au lit à 5 heures du matin !"..."Restez donc chez vous la France accueille un tas d'étrangers en leur demandant d'être honnêtes. C'est ainsi que vous remerciez les français de vous avoir accueilli !..."

Le Procureur demande 1 an de prison ferme et l'expulsion.

L'Avocat signale l'état dépressif de son client qui a déjà tenté de se suicider et demande une peine légère et le rapatriement de son client vers l'Algérie.

Le Président : [après avoir craché deux ou trois fois dans l'oreille de ses assesseurs pour leur demander conseil]

UN AN FERME !

o o

11 février 1976

DEUXIEME AFFAIRE :

- **Nouveau Président** : une dame, pleine d'arrogance;
- **Le même Procureur** : c'est un arriviste, réussir la carrière...
- **Un italien** : 32 ans, ayant toujours vécu en France. Ayant déjà été condamné pour vol et faisant l'objet d'une mesure d'expulsion depuis 74 mais ayant bénéficié du sursis.

Cet italien est accusé de vol de papiers d'identité, de chèquiers, de plusieurs sommes d'argent et d'une voiture de location qu'il n'a pas rendu en temps utile au loueur.

Présidente : "Vous avez trouvé du travail, mais il ne vous convient pas ?"

Prévenu : "Je suis sans travail depuis juillet 75. [Date à partir de laquelle il a de nouveau volé.]"

Présidente : "Vous êtes intelligent, mais d'après les expertises psychiatriques vous avez manqué d'affectivité dans votre enfance. Vous auriez pu mieux faire si vous n'aviez pas volé. D'ailleurs vous aviez un métier... [....] Vous m'aviez adressé une lettre vous m'avez dit que vous vouliez élever vos enfants dans le respect des valeurs. Le respect des valeurs commence par le respect de l'autre et de la PROPRIÉTÉ !"

Procureur : "Il ne s'agit pas d'une criminalité de violence mais d'une criminalité de profit. C'est un escroc de première classe. C'est un prévenu intelligent, ce qui est rare, car c'est assez peu souvent qu'on trouve des prévenus intelligents."

Le manque d'affectivité : [Procureur parcourant la salle du regard] mais je vous demande qui dans cette enceinte a eu une enfance normale ?..

Il y a de nombreux chômeurs en France qui ne sont pas français. On ne va pas tout de même, garder un cas pareil pour grossir le rang de nos chômeurs !.. [Le Procureur de plus en plus rouge, remous dans l'assistance.]

Le Ministère de la Justice est beaucoup trop clément.

On ne va pas permettre à un individu pareil d'avoir la nationalité française. Etre français, ça se mérite ! [Gros remous dans l'assistance, le Procureur écume.]

L'Avocat : Plaide l'intelligence de l'inculpé : "Il a réfléchi, il veut s'en sortir. Il faut lui laisser une chance de s'en sortir !"

RESULTAT : 3 ANS FERME,
7300 F Parties Civiles
1500 F de dommage et intérêt.



TROISIEME AFFAIRE :

Puis vers 18h30, alors que la salle d'audience est presque vide et qu'on peut penser que tout est terminé : une affaire d'infraction à la législation du travail.

Il s'agit de Monsieur BERNARD P. : transporteur et également propriétaire d'une laiterie.

Il a déjà été condamné pour infraction à la législation ayant refusé de faire passer la visite médicale d'embauche à ses employés et de faire passer ses camions à la vérification annuelle.

Aujourd'hui, il s'est opposé à l'élection de délégués du personnel, dans son entreprise.

Il ne s'est pas présenté à l'audience, ce qui en générale vaut la condamnation maximum, car le tribunal s'estime offensé.

Il n'a pas d'Avocat.

Seul sont présents l'Inspection du Travail et un représentant de la CGT.

Président : J'ai étudié le dossier, j'ai vu Monsieur P., je lis sa déclaration. -"Il y a eu une grève en 1974. J'avais alors 14 employés j'en ai licencié 5, en réalité UN seul, car les 4 autres sont partis tous seuls. J'ai donc 9 employés, je n'ai pas besoin de délégué du personnel."

Inspecteur du Travail : Il n'y a pas eu de grève en 1974, mais en août 1973, soit un an avant la demande d'élection de délégué du personnel.

... Il est difficile de connaître le nombre d'employés en 74 en étudiant le registre du personnel,

car le personnel tourne beaucoup. Il varie entre 10 et 25 mais au moment de la demande d'élection, il y avait 14 employés.

Président : Le délit est constitué.

Partie Civile la CGT : Monsieur P. a déjà été condamné en 1973. Souligne les mauvaises conditions de travail et de sécurité dans l'entreprise.

Procureur : [Très ennuyé par cette facheuse affaire, beaucoup moins à son aise contre un patron que contre les autres "délinquants".] -Je regrette l'absence du prévenu, car j'aurais voulu des précisions mais l'infraction est caractérisée. Je pense que le nombre des salariés occupés serait de 10 à 25, mais là nous n'avons que la parole du délégué CGT et de l'Inspecteur du Travail. [...] Il faut une répression sévère car Monsieur P. a déjà été condamné. Il est nécessaire pour le pays d'avoir des chefs d'entreprise pour assurer l'emploi, il est tout aussi nécessaire d'assurer de bonnes conditions aux employés. Mais la répression est difficile, il faut réclamer la prison... [le Procureur est rendu sous son bureau, il a grand peur de dire des choses pareilles, mais il sait se rattraper.] ...mais mettre un chef d'entreprise en prison dans la conjoncture actuelle est difficile. Il faut de la prison, certe, mais avec le sursis!

[Le patron n'avait certainement pas besoin d'Avocat, il avait le Procureur de la République pour le défendre.]

RESULTAT :-2 MOIS DE PRISON
AVEC SURSIS,
-2500 F. d'amende,
- et 1500 F à la CGT.

OUF ! quelle aventure, heureusement que c'était bien tard et qu'il y avait peu de monde, on s'est arrangés entre nous...



LES PETITES SOURIS
DU PALAIS.

LA GRÈVE DES SUPPLÉMENTS DANS LES CITÉS UNIVERSITAIRES (NANTES)

Imaginez une pièce de 3,50 m sur 2,50 m, avec un lit, un bureau, un placard, des étagères et des murs d'une telle épaisseur que vous entendiez les Beatles d'un côté et les crayons crisser de l'autre et vous aurez le profil d'une piaule en cité universitaire.

Les résidents vivent au minimum 8 à 9 mois sur 12 dans une telle piaule. Les étudiants étrangers dont beaucoup ne peuvent pas retourner dans leur pays faute de moyens vivent toute l'année dans la cité.

LE PRIX DES PIAULES.

Il faut préciser que le résident ne paye pas entièrement le prix de la piaule. L'état en verse une partie par l'intermédiaire des CROUS (centre régional des oeuvres universitaires et sociales).

En 1970, la part de l'étudiant était de 90 F, celle de l'Etat de 25 F

En 1974, la part de l'étudiant était de 140 F, celle de l'Etat de 27 F

En 1975, brusque décollage, la part de l'étudiant passe à 180 F.

Ce qui fait une augmentation de 100 % en 5 ans.

Nos ressources, c'est bien évident, n'ont pas augmenté en proportion.

Nous pourrions être en droit de supposer que si le loyer est élevé, les conditions de vie sont supportables.

Qu'en est-il ?

- Nous n'avons plus d'eau chaude en permanence toute la journée.
- Le mobilier se détériore d'année en année et il n'est pas remplacé.
- Manque de matériel à la disposition des résidents (machines à laver, réchauds, machines à écrire, ronéo...)
- Absence d'une salle d'activités culturelles que les résidents réclament depuis 10 ans.

En ce qui concerne le personnel, les femmes de ménage en congés longue maladie ou à la retraite ne sont pas remplacées ce qui entraîne pour elles un surcroît de travail et pour les résidents un moins bon entretien des chambres.

Le problème des cités universitaires n'est pas un problème à part. Au restaurant universitaire, le ticket du R.U. est passé de 2,45F à 3F en un an et pour quelle amélioration de la qualité de la bouffe (Mon Dieu !!!). Il est clair que nous assistons de plus en plus à une asphyxie des CROUS (chargé de cette aide indirecte). Le problème est à relier sans doute aussi avec le budget de moins en moins important des universités. Il suffit de regarder l'actualité. C'est donc une politique qui est menée actuellement au gouvernement, visant à faire baisser le nombre d'étudiants en fac. Ce qui est grave, c'est que c'est toujours les étudiants les plus défavorisés, ceux des couches populaires qui pâtissent d'une telle politique.

COMMENT LUTTER.

En 1974, des associations se sont créées dans plusieurs cités universitaires. Leur but : dénoncer et bien sûr lutter pour la défense des résidents en cité universitaire.

Ces associations ont refusé cette année de s'affilier à une formation nationale (FERUF : émanation de l'UNEF Soufflot et FRUF : émanation de l'UNEF Renouveau), mais elles regroupent des gens affiliés à ces fédérations et des re-

.../...

.../...
présentants des organisations des étudiants étrangers.

Cette année, du fait de l'augmentation de 40 F du loyer et de la dégradation des conditions de vie en C.U., les associations de Fresche-Blanc, Launay-Violette, La Bourgonnière, Berlioz, Chanzy et des résidentes de Casterneau se sont prononcés pour un boycott partiel de loyer à partir de février.

Nous voulons montrer par là que nous sommes prêts à payer un loyer ; mais nous estimons qu'une somme de 180 F est trop importante et ne résoud en rien la situation actuelle.

Quelles sont nos solutions ? Celles-ci rejoignent les revendications du personnel des R.U. et des cités :

- la prise en charge par l'état du salaire du personnel des cités et R.U., salaire versé jusqu'ici par les étudiants par le moyen des loyers et des tickets de R.U.
- l'exonération de la TVA pour les GROUS.

OÙ EN EST LE MOUVEMENT ?

Au niveau national, cette grève existe dans 42 cités universitaires depuis le mois d'octobre.

A Nantes, avant de lancer la grève au supplément, des résidents sont passés dans un certain nombre de chambres de C.U. Les résultats ont été assez positifs puisque sur 2 300 résidents à Nantes, un millier ont été d'accord pour un tel boycott et tous n'ont pas été vus.

Aussi sommes-nous partis assez sûrs de nous. Mais l'administration du GROUS veillait. Quand nous nous sommes présentés pour payer nos 140 F, nous nous sommes vus refuser tout paiement partiel.

Le problème est donc de savoir comment va continuer le mouvement. La situation en est là et des A.G. vont avoir lieu dans les prochains jours dans chaque cité.

COMITE INTER-CITE

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DU PETIT LYCÉEN FOU

Le 2 février dernier est paru au lycée Clémenceau, à l'initiative du C.A.U.L. (Groupe d'action unitaire lycéen), le premier numéro d'un journal "l'irrésistible Ascension du Petit Lycéen fou".

Le G.A.U.L. est un regroupement de lycéens de Clem's décidés à lutter unitairement, aussi bien sur des terriens propres au lycée qu'extérieurs (droit de réunion, foyer, éducateur inculpé, armée...). C'est pourquoi il lui paraît important de permettre à tous les lycéens de s'exprimer, sur des sujets politiques ou non (ainsi le n° 1 contenait des articles sur l'armée, la grève des étudiants, le sport, des poèmes, etc...) Chacun peut bien sûr y écrire sans restriction, individu ou organisation. Le numéro 1 a été vendu en quelques jours, ce qui prouve l'intérêt que peut susciter une telle publication dans les bahuts... Le n° 2 sortira le 23 février.

G.A.U.L.

RENCONTRE NATIONALE ETUDIANTE A NANTES LE 21

Toutes les structures de lutte étudiante à la fac de Sciences de Nantes, pour échanger nos expériences, discuter de la poursuite du mouvement et préparer une action commune au niveau national.

UNIVERSITÉ-RENNES-Manifestation mercredi 11 des étudiants contre le decret Soisson

PROCESSUS D'UNIFICATION PCB-OCGOP-OCR

Une cinquantaine de militants bretons se sont réunis les 7 et 8 février à Mur de Bretagne, à l'appel du parti communiste breton. Ces militants (PCB, GOP, OCR, inorganisés) ont débattu, durant ces deux jours, des données et des conditions de la lutte en Bretagne : lutte contre la crise, rapports ouvriers-paysans, travail dans les quartiers, soutien aux soldats et luttes anti-nucléaires. Toutes ces discussions ont eu lieu dans le cadre d'un débat général sur l'élaboration d'une stratégie de riposte aux plans de la bourgeoisie, des luttes du peuple breton dans cette stratégie, la perspective du rassemblement des communistes en Bretagne en rapport avec le regroupement des communistes dans l'hexagone. Des militants de Loire-Atlantique participaient à cette première rencontre, dont les conséquences seront grandes, en Loire-Atlantique comme dans le reste de la Bretagne.

TRIPLE NÉCESSITÉ

A l'initiative du Parti communiste Breton, une rencontre s'est tenue à Mur de Bretagne les 7 et 8 février 76 rassemblant des militants révolutionnaires des 5 départements bretons.

Les militants réunis ont mis en évidence une triple nécessité :

- 1) Les tâches en Bretagne sont immenses et urgentes : les travailleurs bretons sont particulièrement touchés par la crise qui secoue la bourgeoisie hexagonale (attaques non seulement contre les conditions de vie et de travail, mais aussi volonté de transformer la Bretagne en zone touristique et camp militaire, volonté d'étouffer toute culture bretonne...). L'immensité et l'urgence de ces tâches rendent d'autant plus nécessaire l'unité des communistes en Bretagne.
- 2) Les tâches en Bretagne ne peuvent être dissociées du combat des travailleurs de l'hexagone. Il existe une spécificité de la lutte révolutionnaire en Bretagne, mais il serait illusoire et dangeureux de faire croire à l'indépendance de cette lutte.
- 3) Enfin, c'est dans la capacité de la gauche ouvrière et populaire à se saisir de l'ensemble du combat révolutionnaire que réside la possibilité de dresser face à la bourgeoisie et aux réformistes une alternative révolutionnaire.

UNITÉ

L'unité qui est donc apparue ne repose pas simplement sur la volonté de mettre fin à des divisions ; cette unité repose d'une part sur la volonté de mener en Bretagne un combat révolutionnaire profondément lié aux luttes des masses ouvrières et populaires, et d'autre part sur la nécessité de re-placer ces luttes dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire. En ce sens la référence à la gauche ouvrière et populaire n'est pas mythique : une organisation ne peut se construire uniquement sur l'énoncé d'une ligne politique. Ce qui est essentiel pour cette organisation c'est de partir des problèmes qui sont posés concrètement aux masses populaires dans leur lutte contre le capitalisme, de faire progresser la conscience de classe des masses pour que la gauche ouvrière et populaire prenne en charge la direction des luttes et la construction de l'organisation révolutionnaire.

La rencontre a montré qu'un certain nombre de militants inorganisés et les organisations présentes (PCB, OCGOP, OCR) pouvaient s'unifier sur l'ensemble de ces perspectives. La rencontre marque le début d'un processus liant travail pratique et débat politique dont l'aboutissement doit être la création éventuelle d'une organisation communiste unifiée dans l'hexagone. Il ne doit

pas s'agir de la simple addition des militants des organisations concernés, mais d'une dynamique qui associe tous les militants actuellement organisés ou non en accord avec les perspectives ouvertes par ce processus.

DES PROPOSITIONS

C'est en ce sens qu'ont été faites des propositions de travail et de fonctionnement qui doivent être débattues largement dans les semaines prochaines et faire l'objet d'un bilan au cours d'une réunion fin avril.

Les propositions faites à Mur concernent principalement pour l'immédiat :

- la constitution d'unités militantes communes ouvertes à tous les militants communistes s'inscrivant dans le projet défini plus haut ;
- la mise en place d'un collectif breton d'animation des luttes et du débat ;
- la prise en charge de Bretagne révolutionnaire comme reflet des luttes et support des débats ;
- l'organisation d'une rencontre ouvrière et populaire dans les mois à venir préparée par un travail d'enquête.

(Pour tous contacts : Bretagne révolutionnaire - BP 713 - 35000 RENNES)

LETTRE OUVERTE AUX PS., PSU, PC, C.F.D.T. CGT, FEN, UDB, Rad.de.G.

Vos organisations demandent la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat à propos de l'instruction pour "Démoralisation de l'armée". Nous sommes d'accord et soutenons votre initiative.

Mais nous vous informons ou vous rappelons que :

- 9 prisonniers politiques bretons sont emprisonnés à Paris, par la Cour de Sûreté de l'Etat. Leur instruction a été longtemps bloquée et nous demandons qu'elle soit rapide. D'autres n'ont aucune charge matérielle, leurs dossiers sont vides comme ceux des syndicalistes et des soldats. Ils sont emprisonnés pour délit d'opinion.
- 7 bretons ont été inculpés pour ce que nous considérons comme délit d'opinion. Bien qu'en liberté provisoire, certains sont interdits de séjour hors de leur département. L'une des conséquences en est qu'ils ne peuvent participer à certaines réunions d'organisations démocratiques dont ils font partie.
- Enfin, vous savez la vague d'interpellations, perquisitions, gardes à vue arbitraires en octobre 1975, vague de répression politique sélective contre le mouvement breton, opérée par la Cour de sûreté de l'Etat.

C'est pourquoi nous nous permettons, en soutenant votre initiative, de vous demander de tenir compte, dans vos motifs exigeant la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat du rôle de répression politique sélective contre les mouvements politiques ou culturels des minorités nationales dans l'hexagone, rôle qu'exerce cette juridiction d'exception.

Assemblée générale des Comités Bretons
Anti-répression à Spézet, le 1^{er} février 76

BOXE FRANÇAISE

Samedi 21 février, à 20 H 30, au Palais des Sports de l'île Beaulieu, aura lieu une rencontre de Boxe française.

La "B. F ." a été de sa naissance (1820) à son déclin (après 14-18) un sport populaire au meilleur sens du terme. Née d'une théorisation du combat de rue, elle succède à la "savate" et au "chausson" et les remplace. Sport complet, elle est pratiquée par tous, et même très officiellement jusqu'à... l'école !

Certains retiendront les citations de Dumas ou de Th. Gautier sur la "française", nous préférons citer le cas du plus célèbre prévôt de "B. F." : Charlemout, communard qui n'a dû son salut, selon les rapports de police de l'époque, qu'à son art du coup de pied et du coup de poing. Réfugié en Belgique, il y lance ce sport. Après bien des difficultés, la "B. F ." revient en force aujourd'hui, mais aux mains de qui de droit : du communard de 71, on aboutit à l'actuel président de la Fédération, futur député de la "majorité présidentielle"...

POUR UN SPORT POPULAIRE

Pourtant, ce sport peut et doit redevenir populaire et sur une base autrement plus saine que le délire mystico-fascisant de l'actuelle expansion commerciale des "arts martiaux".

Et c'est cette possibilité qu'exploite, non sans succès, l'équipe qui à Nantes, a relancé la "B. F.". Ce qui n'a pas été sans graves ennuis : le fait de ne pas pratiquer la sélection par le fric à l'entrée de nos clubs au lieu d'en faire des entreprises commerciales, d'en interdire ouvertement l'accès aux fascistes, vendeurs et religieux de tout poils qui se précipitent dans ce genre de sport de combat, le fait de détruire autant que possible les rapports paramilitaires dans le cadre des cours, de désacraliser la compétition, but ultime, et bien d'autres choses encore, constituent des positions inacceptables pour un monde sportif réac jusqu'à la moëlle. Ce qui nous a valu une coalition de première : flics, jeunesse et sport, mairie et jusqu'à notre propre fédération !

S'IMPOSER DE GRÉ OU DE FORCE...

Mail l'appel a été entendu, et nos clubs ont connu une progression spectaculaire en très peu de temps, assez vite pour qu'on ne puisse être étouffés, et que l'on puisse, par le nombre s'imposer de gré ou de force.

Aujourd'hui, nous en sommes rendus au point d'organiser des rencontres telle que celle de samedi soir, c'est dire que nous avons intégralement gagné la bataille, et sans une concession, au contraire.

Ces rencontres sont des succès, car le public revient toujours, et plus nombreux : elles permettent, en effet, de découvrir au travers d'un spectacle passionnants et plastiquement très chouette, les nombreuses qualités de ce sport qui surprennent toujours les "néophytes" de la chose.

Nous aurons également une démonstration de canne par le responsable national de cette discipline, qui a elle aussi des racines anciennes, et qui réussit, ce qui n'est pas peu, à dépasser en spectaculaire et esthétique la boxe française elle-même.

un boxeur.

21 . CHRONIQUE LOCALE .

LE HAUT-BOCAGE :

NORD-EST VENDÉE , LE CHOLETAIS , LES MAUGES .

LUNDI 9 FEVRIER

GRÈVE AUX ETS POUPLARD , A CHAUDRON-EN-MAUGES :

A l'appel de la CGT, les 35 ouvriers sont en grève pour une nouvelle grille de salaires ajustée sur la métallurgie choletaise, la révision des taux horaires l'application de la mensualisation et le respect de l'hygiène et de la sécurité.

MARDI 10 FEVRIER

LES CHÔMEURS DE CHEZ PÉRIER , DEMANDENT LA PROLONGATION DE L'ALLOCATION ASSÉDIC :

120 personnes licenciées depuis 1 an pour cause économique sont toujours sans aucune perspective d'emploi. L'AG de la CFDT a décidé d'envoyer une lettre aux Assedic pour la prolongation de l'indemnité qui se termine le 24 février. Ce jusqu'à la réembauche chez Perier ou reclassement sans pertes des qualifications et avantages acquis. D'autre part, un comité de chômeurs CFDT Perier a été créé comité qui sera élargi ensuite à tous les chômeurs choletais.

MARDI 10 FEVRIER

Chomage pour 120 salariés des Etablissements DUVIL (ex Thomas-Savalle) de VILLEDIEU-la-BLOUÈRE :

L'usine de chaussure Duvil (qui avait succédé il y a 1 an à l'entreprise Thomas-Savalle en faillite) dépose à son tour son bilan. Une seule perspective pour les 120 travailleurs, le chômage massif sans possibilité présente de reclassement, comme dans la plupart des petites communes du Choletais qui vivent d'une même industrie dans des secteurs particulièrement touchés par la crise : textile, habillement, chaussures....

C'est le chômage pour tout le monde dans une localité où la plupart ont fait construire et se trouvent liés par des remboursements mensuels à assurer. La CFDT déclare "ce ne sont certainement pas les salaires pratiqués dans la chaussure qui ont dû, par leurs hausses plus que modestes en 1975, mettre l'entreprise en péril 2 fois en 12 mois. Alors où sont les responsabilités ?

Le syndicat patronal du Choletais, face aux difficultés dues à la crise, n'a fait preuve d'aucune imagination pour trouver des débouchés commerciaux et l'anarchie de la production et de la distribution. D'un autre côté, il a accentué la mécanisation et l'accélération des cadences justifiant ainsi la disparition des emplois.

Mercredi, les travailleurs sont allés manifester devant la préfecture du Cholet pour exiger des solutions des pouvoirs publics.

. CHOMEURS .

BUS : suite ...

Suite à l'action dans les bus, on avait décidé d'aller voir la STAN (ex CNTC), ce qu'ils en pensent de la gratuité des bus.

Lundi 16 H, on débarque à la STAN à une quinzaine :

- on veut voir un responsable, on est des chômeurs qui veulent le bus gratuit.
- je vais voir si on peut faire quelque chose pour vous.

Au bout de 10mn, le gars revient. Le directeur veut bien nous recevoir.

On y va à 4, 2 hommes et 2 femmes. Quand on entre, ils ont (ils sont 2) notre tract sur la table. - C'est vous qui avez fait ça. - Oui. - Qui êtes vous ?

- On est 1,5 million. - Non, ce n'est pas ça que je veux savoir. Votre groupe .

- On demande la gratuité pour tous les chômeurs. - Vous savez, des actions de ce genre, vous n'avez pas intérêt à recommencer d'abord parce que la 1er fois, nos agents vous ont laissé faire et en plus ça sera impopulaire. - Ca, c'est notre problème, pas le votre. - La gratuité, ça ne dépend pas de nous, c'est une question financière qui concerne l'ensemble des municipalités de la STAN, il faut que vous voyez Mr Chanty et Mr Pellerin.

Après, on s'est retrouvé et on a décidé d'aller voir Chanty le Vendredi 20 à 15 H. à la mairie de St. Herblain-bourg. AVISSSS à tous les chômeurs.

Chomeurs en lutte, seul groupe qui ne demande qu'à disparaître.

DEUX NOUVELLES IMPORTANTES DE L'APL-BELGIQUE = ... PERQUISITION DE LA BSR...

L'APL Ouest reçoit toutes les semaines, l'APL Belgique. Au sommaire cette semaine, 2 nouvelles importantes:

- Perquisition au local de l'APL Belgique. La brigade Spéciale de Recherches emporte une série de documents, dont un répertoire de contacts sur tout le pays. Objet de la perquisition: récupérer les photos d'une manifestation contre la dictature de Haïti.

... sur le PORTUGAL Otelo de Carvalho refuse d'être libéré de prison tant que d'autres militaires révolutionnaires demeurent incarcérés.

SOUTIEN POUR L'ANGOLA

Le Moscagam qui regroupe organisations et militants d'extrême gauche "pour un appui concret à la lutte de libération du peuple angolais, à la république populaire d'Angola, au MPLA" lance une campagne de soutien aux combattants angolais. Il rassemble les envois de médicaments (tous antibiotiques anti-inflammatoires, antiseptiques, antiparasites, petit matériel de chirurgie) de viande en boîte et de fonds pour le MPLA. Les colis sont à envoyer au Moscagam, CCP Paris 175 94 66 U (mentionner soutien MPLA).

Moscagam (mouvement de soutien aux luttes de libération en Guinée Bissau, au Cap vert, en Angola et au Mozambique), BP 72, 75623 PARIS Cedex 13.

PORTUGAL: GROGNE AU COMMANDO

Des perquisitions hélicoptées ont eu lieu dans plusieurs fermes de l'Alentejo, région au sud de Lisbonne. C'est le commando d'Amadora (qui avait déjà mené les opérations d'épuration" le 25 novembre et qui a affiché de plus en plus clairement depuis ses opinions d'extrême-droite) qui a effectué cette opération ce lundi 2 février. Nous apprenons d'autre part, que cette opération aurait été un échec, une partie des soldats d'Amadora ayant sympathisé sur place avec les ouvriers agricoles et auraient dénoncé l'opération. Dans le régiment du commando d'Amadora, une ambiance d'indiscipline grogne contre "notre utilisation comme bras répressif de l'armée", de la même façon que dans d'autres unités du pays.

FLASH -

NOUGARO A NANTES
SEUDI 19 au Cinema Le PARIS

NOUGARO C'EST BIEN
LA PREUVE: 35 FRS La Place (20 FRS étudiant)



QUEST-INFORMATION

C'EST
QUOI?..

A.P.L.

Un bulletin hebdomadaire diffusé à près de 700 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usi-

nes, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut : "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES".

L'A.P.L. résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR à 20 h 30 au 12 bis rue de l'Industrie [derrière la Librairie 71].

-o-o-o-

Librairie 71 - 29 rue Jean-Jaurès, Tél. 73.82.48.

Librairie Euzen - rue Jean-Jaurès

Librairie J.Vernes (près pl. du Commerce)

Café Surcouf - Morrhonnière

Café La Noé - Jonelière

R.U. Le Tertre - mardi midi

rue de Strasbourg, face à la Préfecture

~~Bellevue~~ Bellevue - Grande place (Self-Information)

ÇA SE VEND
OÙ?..

COMMENT
S'ABONNER ?..

Un trimestre 12 n° : 15F. soutien 20F.

Un semestre 24 n° : 30F. soutien 40F.

Un an 48 n° : 55F. soutien 70F.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la Librairie 71.

NOS BONNES ADRESSES ?..

- CSOC [Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience] - 57 rue des Hauts-Pavés.
- GIT [Groupe Insoumission Totale] - Tous les jeudis de 20h à 22h.
- COMITE PORTUGAL - 1^{er} dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Boissard.
- CAP (action prisonniers) - H. GERIN. La Moquelelière 44800 St Herblain.
- CNT-AIT [Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs] - 43 rue Felix Faure, Rezé. Permanence : tous les samedis de 15h à 18h.
- APF [Association Populaire Familiale] - 2 rue Lamoricière.
- GASPROM - 1 rue Léon Say, T.74.65.59. Permanence vendredi 19-21h.
- CENTRE NANTES TIERS MONDE - 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.
- CABE [Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre] - Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle/Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70, un film de 20mn. Une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.
- GSED-MFA - 2ème dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Boissard. Trentemoult Tél.75.53.83.
- CRIN - mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt [derrière le Restau-U].